

Le Monde

NATIONAL GEOGRAPHIC

HISTOIRE & CIVILISATIONS

# HISTOIRE & CIVILISATIONS

N° 104  
AVRIL  
2024

NUMÉRO 104

HISTOIRE & CIVILISATIONS

ISRAËL-PALESTINE ■ LA PAIX PERPÉTUELLE ■ LES CITOYENS ROMAINS ■ LE LOUVRE ■ OLYMPIAS

ALLEMAGNE 6,90 €, BELGIQUE 7,50 €, CANADA 10,50 \$CAN, DOM 7,50 €, GABON 5900 F.CFA, LUXEMBOURG 7,50 €, MAROC 70 MAD, PORTUGAL CONT. 7,90 €, SUISSE 10,50 CHF, TUNISIE 16,00 DT, AFRIQUE CFA AUTRES 4000,00 F.CFA

# ISRAËL-PALESTINE

## LES RACINES D'UNE DISCORDE

& **PAIX PERPÉTUELLE**  
Une histoire  
pas si utopique

M 06085 - 104 - F - 6,90 € - RD





AKG-IMAGES / WORLD HISTORY ARCHIVE

### ▲ LES PREMIERS FERMIS JUIFS

Ci-dessus, la récolte du raisin à Rishon LeZion, en 1910. Cette ville, fondée en 1882 par les pionniers russes les Amants de Sion, est la deuxième implantation agricole juive en Palestine, après Petah Tikva en 1878.

Le 29 août 1897, un journaliste et dramaturge viennois, Theodor Herzl (1860-1904), réunissait une centaine de délégués pour dresser un état des lieux de la condition juive dans le monde. Ce n'était pas un rassemblement de philanthropes décidés à venir en aide aux communautés en détresse, mais le coup d'envoi du mouvement sioniste, deux ans seulement après la publication de son livre-manifeste *L'État des Juifs*. Troublé par les cris de « Mort aux juifs ! » scandés lors de la dégradation publique du capitaine Dreyfus à l'École militaire le 5 janvier 1895, Herzl conçut une idée simple à définir – un État pour les Juifs – mais compliquée à réaliser : peuple dispersé, il fallait le rassembler ; peuple sans terre, il fallait s'en approprier une. Mais laquelle ? Histoire et mémoire juives se conjugaient pour inspirer aux sionistes que le lieu adéquat où devait naître cet État était

*Eretz Israël*, la Terre promise. Les Britanniques leur proposèrent l'édification d'un foyer autonome en Ouganda. Après un temps d'hésitation, les sionistes proclamèrent leur fidélité de principe à un État juif en terre d'Israël.

Herzl ne fut pas le premier à y penser : en 1882, après une vague de pogroms augmentée d'une législation antisémite scélérate, qui réduisait à néant les perspectives d'émancipation en Russie, une association, les Amants de Sion, avait été créée pour encourager l'émigration juive vers la Palestine, dans le but d'y installer des communes agricoles autonomes. Pour ces pionniers juifs, le sionisme était moins un programme politique visant la création d'un État qu'un idéal de régénération sociale par le travail de la terre, doublé d'un projet de renaissance culturelle opérée par la mutation de l'hébreu. De cette langue morte, liturgique et sacrée, les sionistes firent une



## TERRE PROMISE ET OBTENUE

# Le sionisme en acte

---

L'idée fleurit en 1896 sous la plume de Theodor Herzl : offrir un État-refuge aux Juifs du monde entier. Du projet concrétisé en Israël jusqu'aux courants actuels, comment a évolué ce sionisme des origines ?

---

DENIS CHARBIT

PROFESSEUR DE SCIENCES POLITIQUES, OPEN UNIVERSITY D'ISRAËL

langue vivante, maternelle et vernaculaire. Pour Herzl, l'arrivée au compte-gouttes de quelques milliers de Juifs en Palestine était une stratégie erronée et inefficace. À ses yeux, la réalisation du projet sioniste était conditionnée par le soutien préalable d'une grande puissance. En vérité, les deux stratégies étaient complémentaires, car l'appui diplomatique fourni par une nation, européenne de préférence, n'avait de raison d'être que si une société s'édifiait parallèlement en Palestine.

### **Le rêve de « faire nation »**

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, le sionisme fut une tendance marginale. Les masses juives étaient bien en quête d'une terre promise. Pour ceux qui voulaient émigrer, ce n'était pas la Palestine, mais les États-Unis d'Amérique qu'ils souhaitaient atteindre. Quant à ceux qui entendaient rester en Russie,

c'est une société sans classes qu'ils espéraient instaurer sur les décombres du régime tsariste. Le sionisme complétait l'offre politique proposée aux Juifs : invités à adhérer au libéralisme ou au socialisme, à l'émancipation ou à la révolution, ils pouvaient avec le sionisme rêver de faire nation. Pour être rivales, ces trois options avaient en commun l'aspiration à intégrer les Juifs dans la modernité politique et intellectuelle, au détriment de la foi et du culte, rétrogradés au rang d'identité seconde sinon secondaire. Les partisans de l'émancipation et de la révolution virent d'un très mauvais œil l'arrivée du benjamin sioniste : l'ambition de créer une société ex nihilo était jugée chimérique et vouée à l'échec. Le secteur religieux attaché à la tradition fut tout aussi sévère pour le sionisme : la vocation spirituelle et éthique du judaïsme libéral s'accommodait parfaitement du maintien de la dispersion des

### ▼ TEL-AVIV LA MODERNE

La rue Nachmani et son architecture Bauhaus dans les années 1930. Pensée comme un coin d'Europe cosmopolite en terre d'Israël, Tel-Aviv tranche avec l'apparence de vieilles cités comme Jérusalem.

Juifs. Les orthodoxes rejetaient le sionisme avec véhémence, car, outre que la plupart des sionistes s'étaient détachés de la pratique des commandements religieux, ils commettaient un sacrilège en proclamant le retour à Sion sans attendre le signal de la Providence.

Nonobstant ces fortes résistances idéologiques, plusieurs facteurs contribuèrent à renforcer l'adhésion au sionisme à la fin de la Première Guerre mondiale. Tout d'abord, après cinq siècles de domination ottomane, le Moyen-Orient tombait sous la coupe du Royaume-Uni. Pour légitimer sa domination dans le cadre d'un nouvel ordre international fondé sur la reconnaissance du droit des peuples à l'autodétermination, le mandat britannique sur la Palestine eut pour but déclaré de favoriser le développement d'un foyer national juif, incluant le droit pour les Juifs de la diaspora de s'y établir. Or, dans la plupart des États-nations créés en Europe centrale dans l'entre-deux-guerres, l'antisémitisme devint une force politique significative. Les États-Unis ayant fermé leurs

portes à l'émigration, un nombre substantiel de candidats en quête de refuge se rendit en Palestine, notamment plus de 100 000 Juifs allemands après l'accession de Hitler au pouvoir en 1933. Le troisième facteur fut l'action dynamique et créatrice menée par le *yichouv* (la communauté juive de Palestine) en attendant la création d'un État dont nul ne pouvait prévoir l'avènement. Dans les zones rurales, les pionniers inspirés par l'utopie d'une vie égalitaire inventèrent le modèle non-coercitif du kibboutz, une société autogestionnaire fondée sur l'abolition du salariat et des tâches domestiques ; dans les zones urbaines, Tel-Aviv, adossée à la ville arabe de Jaffa, fut conçue comme la première cité hébraïque, la « ville blanche », un coin d'Europe cosmopolite avec ses cités-jardins, son architecture Bauhaus, sa bohème littéraire et artistique, et son théâtre d'inspiration expressionniste, le Habima. C'est à Jérusalem que fut créée une université calquée sur le modèle allemand, avec Gershom Scholem et Martin Buber comme professeurs éminents.



Cette vision radieuse fut ternie cependant par la rivalité croissante entre les deux communautés nationales, juive et arabe, présentes sur le territoire. La Palestine n'était ni vide ni vierge : la communauté autochtone musulmane et chrétienne, majoritaire sur le plan démographique, perçut la vocation étatique d'une communauté juive en Palestine comme une menace pour ses propres aspirations nationales. Soucieuse de séparer les deux communautés au bord de la guerre civile, les Nations unies approuvèrent le 29 novembre 1947 la résolution 181, prévoyant la partition de la Palestine : un État juif et un État arabe. Approuvé par les sionistes, rejeté par les Palestiniens, le plan ne put être appliqué. Avec la proclamation de l'État d'Israël par David Ben Gourion le 14 mai 1948, le sionisme politique avait réalisé son objectif principal : fournir aux Juifs une patrie. Dès lors, sa finalité fut d'intégrer les Juifs venus du monde entier : rescapés de la Shoah, Juifs originaires du monde arabe ou d'Europe orientale, et jusqu'à ceux d'Éthiopie et d'Ukraine. C'est aujourd'hui plus de 7 millions de Juifs qui vivent en Israël, près de 45 % de la population juive dans le monde.

## Un mouvement divisé

Si le sionisme possède un minimum commun – un territoire, une nation, un État, une langue et une culture, enfin un pays-refuge pour les damnés juifs de la Terre –, il a donné lieu à des courants fondés sur des revendications spécifiques, qui ne font pas consensus. On distingue ainsi un sionisme laïque et un sionisme religieux, qui se divisent sur les pouvoirs à attribuer au rabbinat et à la religion dans la vie publique, l'école et le droit personnel, et sur la finalité même de l'État d'Israël : assurer l'épanouissement de tous ses citoyens sans distinction de religion, d'ethnie ni de genre, ou bien réaliser une vocation religieuse exclusiviste. Il existe aussi un sionisme de gauche et un sionisme de droite. Longtemps, ces deux tendances se sont opposées sur le type de régime économique à adopter ; depuis 1967, elles divergent essentiellement sur le sort des territoires occupés et l'étendue des concessions à faire pour résoudre le conflit israélo-palestinien, mais aussi sur la

nature de la démocratie et la reconnaissance des droits individuels et collectifs de la population palestinienne d'Israël. Depuis 30 ans environ, une tendance critique s'est développée en Israël même : le post-sionisme. Il consiste pour les historiens à réviser l'histoire officielle, et pour les sociologues à juger que la notion d'État juif et démocratique revendiquée par l'État d'Israël est un oxymore.

Ce pluralisme inhérent à tout système démocratique est nié par les adversaires idéologiques du sionisme. Ils tiennent celui-ci pour le dernier avatar du colonialisme, de l'apartheid et du suprémacisme blanc, et proclament leur antisionisme. Celui-ci ne se limite pas à une critique impitoyable de la politique israélienne, et notamment de la colonisation de la Cisjordanie. L'antisionisme est bien plus radical : il vise, au nom d'une identification à la cause palestinienne, à nier le droit du peuple juif à perpétuer un État-nation, à mettre en cause sa légitimité même et à exiger sa disparition au profit d'un État binational. Parallèlement, la diaspora, autrefois si réservée sinon hostile au sionisme, tient aujourd'hui l'existence d'Israël pour une donnée indispensable de l'identité juive. Elle voit Israël comme un refuge potentiel, si l'antisémitisme, qu'il surgisse de l'extrême gauche ou de l'extrême droite, parvenait à menacer les droits et les libertés dont bénéficient les Juifs en tant que citoyens d'un État de droit.

Cent-vingt ans après la disparition de Theodor Herzl, son projet est devenu réalité. Parmi les 193 États du monde, l'un d'eux est Israël. Herzl aurait été néanmoins surpris et navré de constater que l'antisémitisme n'a pas disparu du fait de l'existence d'Israël, et que l'entente judéo-arabe qu'il appelait de ses vœux est encore une projection future, qu'il est urgent de faire advenir dans le présent. Comme l'avait écrit Herzl lui-même : « Et si vous le voulez, ce ne sera pas une légende. » ■

Pour en savoir plus

**ESSAIS**  
**Israël et ses paradoxes. Idées reçues sur un pays qui attise les passions**  
D. Charbit, Le Cavalier bleu, 2023.

**Qu'est-ce que le sionisme ?**  
D. Charbit, Albin Michel, 2007.

